ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 5 MARS 1967

16e CIRCONSCRIPTION DE PARIS-PLAISANCE



DOMINIQUE STEFANAGGI, né le 25 juin 1911, à Véro (Corse). Fils d'instituteurs. Marié, 3 enfants. Docteur en Droit. Avocat à la Cour d'Appel de Paris. Officier de Marine de réserve.

Membre du groupe permanent national de la Convention des Institutions Républicaines, président du Club « Atelier Républicain » de la région parisienne.

Membre du Comité d'Honneur Fédéral de l'Association Républicaine des Anciens Combattants (ARAC).

La Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste

présidée par

François MITTERRAND

présente à vos suffrages

Dominique STEFANAGGI

ET SON SUPPLEANT

Henri GARNESSON

militant syndicaliste

ILS LUTTENT AVEC VOUS

pour une réelle promotion sociale assurant

● **LE DROIT AU TRAVAIL**, par la **garantie** et la **sécurité de l'emploi.** La protection des salaires. L'extension de la formation professionnelle. Une meilleure connaissance du marché de l'emploi. Une politique préventive de reconversion des travailleurs.

● **LE DROIT AU LOGEMENT**, par la priorité au logement social, une action vigoureuse contre la spéculation. Un effort collectif pour assurer le logement de tous les Français.

● **LE DROIT A LA SANTE**, par l'extension et la modernisation de notre système hospitalier. Une amélioration des conditions de travail et une revalorisation des traitements du personnel hospitalier. Une aide accrue et organisée à la recherche médicale dans le cadre d'une politique sanitaire cohérente.

● **LA PROMOTION DE LA FEMME**, à la fois sur le plan personnel, professionnel et social — notamment par la modification de la loi de 1920, pour permettre le contrôle des naissances.

— Un salaire égal pour un travail égal ;

— Le remboursement à 100 % des congés de maternité de la Sécurité sociale ;

— Le droit, pour les femmes qui travaillent, de retrouver leur emploi, quelle que soit la durée de leur congé de maternité supplémentaire ;

— La création et le développement des **équipements sociaux pour les mères de famille**, notamment les crèches, les centres de protection maternelle et infantile.

● **LA SOLIDARITE NATIONALE**, en faveur notamment des handicapés des victimes de la guerre et Anciens combattants, des rapatriés d'Algérie, des personnes âgées, avec le **relèvement des allocations vieillesse au niveau minimal du S.M.I.G.**

● **LE DROIT A L'EDUCATION**, qui implique non seulement le droit à la formation professionnelle, mais aussi le droit à la promotion, à la culture, et qui commande :

— **Une priorité absolue au budget de l'Education nationale**, pour la construction et l'équipement des locaux, le recrutement et la formation des maîtres ;

— Une démocratisation de l'enseignement dans ses structures, dans ses méthodes, dans ses programmes.

Pour la rénovation des structures économiques

Par l'instauration d'une économie au service du peuple, garantissant à tous les Français l'accès aux biens qu'ils produisent ; une économie enfin libérée des liens qui l'asservissent aux intérêts égoïstes des puissances d'argent.

Par la mise en œuvre d'un plan **démocratiquement établi** et appliqué démocratiquement. **Par une plus juste répartition du revenu national.** Par une **réforme fiscale** assurant enfin une plus juste répartition de l'impôt.

Pour établir la paix dans un monde organisé

par le triple moyen de l'**arbitrage international**, du **désarmement** et de la **sécurité collective** dans la **coexistence pacifique.**

EN POURSUIVANT AUSSI

— Le développement accéléré de l'**Europe des peuples ;**

— L'ouverture croissante vers les pays du tiers monde par un passage progressif de l'aide bilatérale à la **coopération multilatérale.**

Pour construire une démocratie véritable

sans quoi rien n'est possible. Une démocratie dotée d'institutions viables et efficaces. Celles d'une société libre, où les libertés seront reconnues et respectées, notamment la **liberté de l'information**, les **libertés syndicales**, les **libertés des collectivités locales.**

PARCE QU'ILS SONT AVEC VOUS

CONTRE :

— La **confiscation de la souveraineté nationale** au profit d'un seul — avec la perspective de l'application de **l'article 16** de la Constitution, qui ouvre la porte à toutes les aventures — les **juridictions d'exception**, les **polices parallèles** ;

— La main mise du pouvoir sur l'information pour en faire l'instrument de sa propagande personnelle ;

— Votre **mise en condition** systématique par le déploiement de moyens énormes **payés par vos propres deniers** ;

— **Une stabilité à l'image de celles de Salazar et de Franco.**

CONTRE :

— La **bombe atomique** et la dissémination des armes nucléaires ;

— Une politique de fausse grandeur qui conduit à **l'isolement de la France**, tout en la plaçant sous la domination économique de nations plus puissantes ;

— La renaissance d'un **nationalisme périmé**, qui permet et favorise celle du **nationalisme allemand** ;

— Une politique extérieure qui ne sert pas réellement les intérêts de la paix, mais qui sert **d'alibi à une politique intérieure réactionnaire.**

CONTRE :

— Le **gouvernement des banques** ; une fiscalité de classe où la répartition de l'impôt se fait de plus en plus dans le sens de **l'injustice sociale** ;

— Un cinquième Plan antisocial, après un quatrième Plan avorté ;

— **L'insécurité, la misère et le chômage.**

CONTRE :

— Une situation du logement qui est pour les Français **un sujet d'angoisse, pour la France un sujet de honte** ;

— Un système d'éducation incapable ou peu soucieux d'assurer le passage de l'enseignement de caste à l'enseignement de tous, et qui voue la France à la stagnation et à la décadence, **en privant sa jeunesse d'avenir.**

Électrices, électeurs,

C'est là le bilan, pour vous tristement négatif, de neuf années de pouvoir gaulliste exercé pourtant sans partage, et vous constatez que dans *votre quartier de Plaisance*, il trouve des prolongements particulièrement tragiques, notamment en ce qui concerne le problème de l'emploi et celui du logement :

Dans le domaine de l'emploi, la destruction des usines Breguet, de celles des Asphates et Bitumes du Centre, des usines Ernault-Somua et Léon Huret a provoqué le licenciement d'environ deux mille ouvriers et employés qui n'ont pu être réembauchés, faute pour le pouvoir d'avoir prévu la reconversion.

Pour ce qui concerne le logement, vous connaissez l'opération des « Mariniers » : l'îlot qui porte ce nom a été détruit et des immeubles construits sur son emplacement, mais les appartements n'ont pas servi aux relogements des habitants du quartier.

Aucun logement à caractère social n'a été construit jusqu'ici dans votre quartier depuis 1958. On vous en promet maintenant dans la floraison des décisions démagogiques qui précèdent les consultations électorales. Ils seront construits sur les emplacements des usines détruites. Mais peu nombreux seront ceux d'entre vous qui pourront les habiter, puisqu'il est établi que 40 % de la population française ne dispose pas de ressources suffisantes pour se loger dans une H.L.M.

La France, maintenant, construit pour les riches. Vous en avez la preuve aussi dans le résultat de l' « opération Maine-Montparnasse » : les terrains occupés par les nouveaux bâtiments ont été vendus à un prix dérisoire par la ville à des sociétés immobilières conventionnées, dans la perspective de la construction d'appartements à des prix de location abordables. Et il était prévu sur l'ensemble un cinquième de bureaux pour quatre cinquièmes de logements. C'est l'inverse qui a été réalisé : quatre cinquièmes de locaux à usage de bureaux et un cinquième de locaux destinés à l'habitation — et l'appartement de trois pièces s'y loue 100.000 anciens francs par mois.

Depuis bientôt dix ans, confiants ou résignés, vous subissez l'*arbitraire* d'un régime qui se targue d'avoir votre approbation, en même temps qu'il poursuit une politique *délibérément dirigée contre vous.*

Contre vous tous, *ouvriers, artisans, commerçants, salariés* de toutes catégories.

Une politique en un mot dirigée *contre le peuple*, et pour le seul profit des grandes sociétés capitalistes auxquelles s'identifie maintenant le gouvernement de la France.

A cette politique, *à cet état de choses*, la Fédération de la Gauche oppose son *programme :*

Un contrat simple et clair entre le peuple et ses élus, dans notre tradition de générosité et de justice. Non point un catalogue de revendications ou de promesses larges et vaines, mais un *ensemble cohérent de mesures pratiques* qui donneront, dans le domaine politique, économique et social, un contenu concret à la démocratie.

C'est à cette œuvre concrète et positive que la Fédération de la Gauche vous appelle. Elle consiste à construire ensemble, et de nos propres mains, notre avenir.

Il est vrai, comme on vous l'a dit, que vous « allez, par votre vote, fixer le destin de la France ».

Votre choix est clair maintenant.

“ La majorité, c'est vous ? ”

OUI, et vous le prouverez, en votant massivement, dès le premier tour, pour

DOMINIQUE STEFANAGGI

S.G.P., Paris.

VU LE CANDIDAT.